



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services Division / Division  
des services professionnels en informatique

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 4ième

étage/Floor

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> APPLICATION SERVICES	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> A0416-183261/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 006
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> A0416-183261	<b>Date</b> 2020-07-15
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZM-631-38062	
<b>File No. - N° de dossier</b> 631zm.A0416-183261	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2020-07-28</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Dubeau, Stephane	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 631zm
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 447-8075 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> A0416-183261/A	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 006	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 631zm
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client VME</b> A0416-183261	<b>File No. – N° du dossier</b> 631zm.A0416-183261	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° V</b>

## MODIFICATION No. 006

La présente modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

### Question 1

**Référence au CTC2 – Expérience de l'entreprise du soumissionnaire** – À la question 2 de la modification n° 004 concernant le CTC1, l'État a répondu ce qui suit : « *Étant donné qu'aucun point n'est attribué au premier contrat, le soumissionnaire peut soumettre le même contrat identifié dans CO1. Des points seront accordés pour des contrats supplémentaires dépassant celui soumis dans le cadre du CO1 (ei: un contrat {celui identifié dans MC1} = 0 point, deux contrats {celui identifié dans CO1 plus un contrat supplémentaire} = 5 points, etc. )* »

Si l'on applique la même logique au CTC2, l'État pourrait-il confirmer que, puisqu'il n'y a aucun point accordé pour le premier contrat du CO2, le soumissionnaire peut soumettre le même contrat indiqué au CO2? Des points seraient alors accordés pour les contrats supplémentaires après le premier soumis pour le CO2 (c'est-à-dire, un contrat [celui indiqué pour le CO2] = 0 point; deux contrats [celui indiqué pour le CO2 plus un contrat supplémentaire] = 5 points; etc.).

### Réponse 1

Oui

### Question 2

La réponse 1 de la modification n° 004 indique que la demande de soumissions est prolongée jusqu'au 28 juillet 2020. Toutefois, la première page de la modification n° 004 et le site Web Achatsetventes indiquent actuellement que la période de soumission prend fin le 21 juillet 2020. L'État peut-il confirmer que la nouvelle échéance est bel et bien le 28 juillet 2020 à 14 h (HAE)?

### Réponse 2

Le portail électronique achat et vente indique présentement que la demande de propositions ferme le 28 juillet 2020 à 14 h (HAE)

### QUESTION 3

Puisque le CTC1 est un prolongement du CO1 et que son énoncé commence par « Conformément au », l'État envisagerait-il de modifier le CTC1 afin d'y inclure également le paramètre contractuel f) du CO1 qui oblige les soumissionnaires à fournir des références dont le montant facturé représente au moins 70 % de la valeur totale du contrat afin de s'assurer que des soumissionnaires ayant l'expérience requise proposent leurs services à l'État dans le cadre d'un contrat de cette ampleur?

### Réponse 3

Oui

<b>Solicitation No. – N° de l'invitation</b> A0416-183261/A	<b>Amd. No – N° de la modif.</b> 006	<b>Buyer ID – Id de l'acheteur</b> 631zm
<b>Client Ref. No. – N° de réf. De client VME</b> A0416-183261	<b>File No. – N° du dossier</b> 631zm.A0416-183261	<b>CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° V</b>

---

#### QUESTION 4

Pour que le processus d'appel d'offres soit complètement transparent, l'État envisagerait-il de modifier les CTC1, CTC2, CTC4 et CTC6b) pour inclure également l'exigence de fournir les signatures des clients en référence afin de confirmer l'exactitude de l'information fournie par les soumissionnaires?

#### Réponse 4

Oui

---

#### QUESTION 5

Le CTC1 de la pièce jointe 4.2 – Critères techniques cotés précise que les soumissionnaires doivent fournir en référence des contrats dans le cadre desquels ils ont fourni des services d'application. De nombreux contrats pour des services de gestion opérationnelle et de gestion de projets comprennent également la fourniture de ressources et de services similaires pour le développement d'application à une échelle organisationnelle. Par conséquent, nous aimerions demander à l'État d'accepter comme référence les contrats dans le cadre desquels les soumissionnaires ont fourni des ressources pour d'autres types de services (comme des services opérationnels et des services de gestion de projets) tant que les contrats portaient sur une application déployée à une échelle organisationnelle ou destinée à un secteur d'activité. Nous souhaiterions également que les soumissionnaires puissent démontrer que les catégories sont semblables en mettant en correspondance au moins 60 % des tâches de l'énoncé des travaux.

#### Réponse 5

Oui/ s'ils correspondent à des catégories pareil à 60% de l'énoncé des travaux, comme indiqué dans le contrat d'origine?

---

**TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DEMEURENT INCHANGÉES.**